

ÉTAT DU REGISTRE DU COMMERCE ET DU CREDIT MOBILIER (RCCM) AU SEIN DE L'ESPACE OHADA FIN 2025

PREAMBULE

La présente étude propose une analyse approfondie et critique de la mise en œuvre du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) dans les dix-sept États membres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) à fin 2025. Institué pour sécuriser l'environnement des affaires par la publicité légale des entreprises et des sûretés mobilières, le RCCM se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins, entre une modernisation numérique accélérée dans certains pôles et une persistance de pratiques anciennes dans d'autres.

L'immatriculation au RCCM est une obligation d'ordre public. L'article 68 de l'AUDCG permet au juge d'enjoindre, sous astreinte, à tout assujetti de s'immatriculer. Le contentieux de l'immatriculation forcée démontre que le législateur considère cette formalité comme le socle de la transparence économique.² Le défaut d'immatriculation expose l'entreprise à une inexistence juridique vis-à-vis des tiers, rendant ses contrats précaires et engageant la responsabilité personnelle et illimitée de ses promoteurs. De plus, l'absence de numéro RCCM interdit l'accès aux marchés publics, au système bancaire formel et aux procédures douanières dans la quasi-totalité des États membres.

ANALYSE DETAILLEE PAR PAYS

Cette section dresse un bilan exhaustif pour chaque État membre, analysant les structures en place, l'efficacité des procédures, les obstacles rencontrés par les praticiens et les points de contact vérifiés.

1. Bénin

Cadre Institutionnel et Pratique :

Le Bénin s'est imposé ces dernières années comme un pionnier de la dématérialisation administrative en Afrique de l'Ouest. La gestion du RCCM a été retirée de la sphère purement judiciaire traditionnelle pour être confiée à l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx). Cette réforme visait à contourner les lenteurs bureaucratiques des greffes. Aujourd'hui, la plateforme MonEntreprise.bj centralise l'intégralité du processus de création. L'usager n'a plus besoin de se déplacer physiquement : le dépôt des statuts, l'obtention du numéro RCCM, l'enregistrement fiscal et l'affiliation à la sécurité sociale se font via un formulaire unique en ligne.⁷

Avantages et Réussites :

L'avantage majeur réside dans la célérité et la transparence. Le système génère automatiquement les certificats d'immatriculation comportant des QR codes sécurisés, réduisant drastiquement les risques de falsification de documents, une pratique jadis courante. La centralisation au sein de l'APIEx a également permis de supprimer les multiples paiements informels qui grevaient le budget des créateurs d'entreprises. Le couplage avec la Caisse

Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) assure une formalisation immédiate des emplois déclarés.⁸

Critiques et Défis :

Malgré ces succès, le système n'est pas exempt de critiques. La dépendance technologique est totale. Des épisodes de pannes techniques ou de maintenance de la plateforme MonEntreprise.bj ont parfois paralysé les créations d'entreprises pendant plusieurs jours, obligeant l'APIEx à publier des communiqués d'excuses et révélant l'absence d'une procédure de secours manuelle efficace.⁷ Par ailleurs, certains praticiens du droit notent que la rapidité de la procédure en ligne se fait parfois au détriment de la vérification juridique approfondie des actes déposés, ce qui pourrait engendrer des contentieux ultérieurs sur la validité des sociétés constituées. Enfin, l'accès à l'électricité et à internet reste un défi dans les zones rurales, créant une fracture entre Cotonou et le reste du pays.

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordinonnées	Localisation
APIEx (Guichet Unique)	monentreprise.bj	contact@apiex.bj	Cotonou, Boulevard Saint Michel, Lot 368
Portail Service Public	service-public.bj	N/A	Plateforme numérique gouvernementale
Assistance Technique	N/A	Tél : +229 41 29 27 22	Support APIEx

2. Burkina Faso

Cadre Institutionnel et Pratique :

Au Burkina Faso, le dispositif repose sur la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso (MEBF), une structure partenariale entre l'État et le secteur privé qui fait office de Guichet Unique. Le pays a franchi une étape décisive en décembre 2023 avec le lancement officiel de la plateforme eFN-RCCM (Fichier National du RCCM informatisé). Cette initiative s'inscrit directement dans la stratégie de l'OHADA de modernisation des registres. Le système permet désormais la recherche d'antériorité des noms commerciaux et l'immatriculation en ligne, marquant une rupture avec les registres papiers volumineux et peu consultables.⁹

Avantages et Réussites :

La MEBF est reconnue pour son efficacité à Ouagadougou. Elle regroupe physiquement les représentants du greffe, des impôts, de la caisse de sécurité sociale et de l'inspection du travail. Cette concentration géographique a considérablement réduit le "parcours du combattant" de l'entrepreneur. L'introduction du eFN-RCCM améliore la sécurité juridique en permettant aux banques de vérifier plus aisément l'existence des entreprises et, à terme, l'état des sûretés mobilières, favorisant ainsi l'accès au crédit.¹⁰

Critiques et Défis :

Cependant, la fracture territoriale est une critique récurrente. Si les services sont fluides dans la capitale, les délais s'allongent considérablement dans les villes secondaires comme Bobo-Dioulasso ou Koudougou, où l'interconnexion informatique fait parfois défaut. De plus, le contexte sécuritaire difficile dans certaines régions du pays entrave le fonctionnement normal des juridictions commerciales et la mise à jour des registres locaux, créant des "zones blanches" juridiques. Les coûts de formalisation, bien que réglementés, sont parfois jugés élevés par les petits opérateurs du secteur informel, freinant leur transition vers l'économie formelle.¹¹

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordonnées	Localisation
Maison de l'Entreprise (MEBF)	www.me.bf	info@me.bf / Tél : +226 25 39 58 10	132 Avenue de Lyon, Ouagadougou
Fichier National RCCM	fichiernationalrccm.bf	contact@fichiernationalrccm.bf	Tél : +226 70 41 96 02

3. Cameroun CM

Cadre Institutionnel et Pratique :

Le Cameroun présente un paysage complexe caractérisé par une dualité institutionnelle. D'un côté, les Centres de Formalités de Création d'Entreprises (CFCE) ont été créés pour servir de guichet unique dans les grandes métropoles (Yaoundé, Douala, Bafoussam, Bamenda, Limbe). De l'autre, la compétence juridique de la tenue du RCCM reste ancrée au sein des greffes des Tribunaux de Première Instance (TPI).⁵ En théorie, le CFCE transmet les dossiers au greffe qui délivre le RCCM. En pratique, l'usager se retrouve souvent pris en étau entre ces deux administrations.

Avantages et Réussites :

L'existence des CFCE a indéniablement amélioré la visibilité des procédures. Le délai officiel affiché est de 72 heures, un standard théorique ambitieux.¹³ Le maillage territorial des CFCE est l'un des plus denses de la sous-région, permettant une proximité administrative. La récente loi de finances a également tenté de simplifier le calcul des frais d'enregistrement pour encourager la formalisation.

Critiques et Défis :

Le Cameroun cristallise de nombreuses critiques concernant le fonctionnement du RCCM. Les dysfonctionnements des greffes sont régulièrement dénoncés par l'Ordre des Avocats. La mouvements sociaux des avocats ou d'humeur des greffes paralysent fréquemment la délivrance des actes. La corruption est un fléau souvent cité : le paiement de "frais d'accélération" informels est parfois nécessaire pour obtenir son RCCM dans des délais raisonnables, transformant le délai théorique de 72h en plusieurs semaines.¹⁴

Sur le plan technique, l'informatisation est très inégale. Si Douala et Yaoundé disposent de bases de données, l'interconnexion nationale est défaillante. Les banques se plaignent de l'impossibilité de vérifier fiablement l'absence de gages antérieurs sur un bien, ce qui freine considérablement le financement des PME par crédit mobilier. Le registre reste, pour l'essentiel, une accumulation de dossiers physiques difficiles à auditer.⁵

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordonnées	Localisation
CFCE Yaoundé	minfi.gov.cm	Tél : +237 222 219 296	Yaoundé-Tsinga, Blvd Sultant NJOYA
CFCE Bamenda	N/A	bamenda@cfce.cm / Tél : +237 33 36 27 91	Opposit CRTV Bamenda
CFCE Limbe	N/A	limbe@cfce.cm	Mile 4 Bonadikombo

4. République Centrafricaine (RCA)

Cadre Institutionnel et Pratique :

En RCA, le Guichet Unique de Formalités des Entreprises (GUFE) centralise les démarches administratives. Situé à Bangui, au sein de la Chambre de Commerce, il regroupe les services du greffe, des impôts et de la sécurité sociale. Le contexte post-conflit de la RCA a lourdement pesé sur la capacité de l'État à moderniser ses infrastructures administratives.

Avantages et Réussites :

Le principal acquis est l'unicité du lieu de dépôt. Pour un investisseur à Bangui, il n'est pas nécessaire de courir entre différents ministères. Le GUFE a permis de maintenir un service minimum de création d'entreprises même durant les périodes de forte instabilité. L'affichage clair des tarifs officiels (environ 30 000 FCFA pour l'immatriculation RCCM d'une société) contribue à une certaine transparence tarifaire.¹⁶

Critiques et Défis :

Le système reste dominé par la gestion manuelle. Les rapports d'évaluation du GABAC (Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale) pointent du doigt l'absence d'informatisation généralisée. Le fichier RCCM est tenu manuellement au greffe délocalisé du GUFE, et il n'existe pas d'interconnexion avec les juridictions de l'intérieur du pays.¹⁷ Cette situation rend quasi-impossible la recherche d'antériorité ou la traçabilité des bénéficiaires effectifs, posant de graves problèmes de conformité aux normes internationales de lutte contre le blanchiment. De plus, les coûts de formalités, rapportés au pouvoir d'achat local, demeurent élevés, favorisant le maintien d'une large économie informelle. L'insécurité juridique est exacerbée par la difficulté de consulter les états financiers ou les statuts des sociétés tierces.¹⁸

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordinnées	Localisation
GUFE - RCA	guferca.org	info@gufe-rca.org / Tél : +236 21 61 45 46	Bangui, Rue du Dr Ballay (Imm. CCIMA)

5. Comores

Cadre Institutionnel et Pratique :

L'Union des Comores a confié la gestion des formalités à l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANPI). En tant qu'État insulaire, les Comores font face au défi spécifique de la coordination entre les îles (Grande Comore, Anjouan, Mohéli). L'OHADA a récemment appuyé le pays par des formations sur le logiciel de gestion du RCCM pour harmoniser les pratiques.⁹

Avantages et Réussites :

L'ANPI joue un rôle proactif d'accompagnement. Elle ne se contente pas d'enregistrer mais conseille les investisseurs, agissant comme un véritable facilitateur. Les efforts récents pour déployer le logiciel RCCM-OHADA témoignent d'une volonté politique de mise aux normes.¹⁹

Critiques et Défis :

La fragmentation géographique reste un obstacle majeur. La centralisation des données vers un fichier national unique à Moroni est complexe, rendant parfois indisponibles les informations sur une entreprise enregistrée dans une autre île. Le tissu économique étant composé majoritairement de très petites entreprises, le coût et la complexité perçue du RCCM restent des freins. De plus, l'infrastructure internet inégale entre les îles ralentit la pleine effectivité de la numérisation.

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordinnées	Localisation
ANPI Comores	investcomoros.net	contact@investcomoros.net / +269 773 84 91	Moroni, Rond Point Salimamoud

6. République du Congo (Brazzaville)

Cadre Institutionnel et Pratique :

L'Agence Congolaise Pour la Création des Entreprises (ACPCE) est l'établissement public chargé de la gestion du Guichet Unique. Elle dispose de directions départementales à Brazzaville, Pointe-Noire, et dans d'autres localités comme Dolisie ou Ouedo, assurant une couverture nationale théorique.²⁰

Avantages et Réussites :

L'ACPCE a permis de rassembler les administrations. La présence d'antennes dans les départements économiques clés (notamment Pointe-Noire pour le secteur pétrolier et logistique) est un atout indéniable. Le site web de l'agence fournit des informations claires sur les procédures et les formulaires.²¹

Critiques et Défis :

Dans la pratique, le système est souvent grippé par l'étape de l'obtention du Numéro d'Identification Unique (NIU) fiscal, qui est un préalable indispensable à l'immatriculation finale. Les retards dans la délivrance du NIU par l'administration fiscale se répercutent sur les délais RCCM. Par ailleurs, bien que le cadre institutionnel soit moderne, la gestion quotidienne reste largement tributaire du papier. L'informatisation du registre des sûretés est insuffisante, ce qui pénalise le crédit-bail et le financement sur stocks. Les usagers rapportent également une certaine lourdeur administrative et la nécessité de suivis physiques constants pour faire avancer les dossiers.

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordonnées	Localisation
ACPCE	acpce.cg	Contact via formulaire site web	Brazzaville & Pointe-Noire
Ministère des PME	entreprises.gouv.cg	N/A	Tutelle administrative

7. Côte d'Ivoire

Cadre Institutionnel et Pratique :

La Côte d'Ivoire dispose de l'un des écosystèmes les plus matures de la zone OHADA, caractérisé par une dualité fonctionnelle. Pour la création d'entreprise, le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) agit comme un guichet unique ultra-performant. Pour la vie sociale, le contentieux et la publicité des sûretés, le Tribunal de Commerce d'Abidjan (TCA) a développé sa propre plateforme numérique, e-TribCom.²²

Avantages et Réussites :

Le modèle ivoirien est souvent cité en exemple. Le CEPICI permet de créer une entreprise en 24 à 48 heures, regroupant toutes les formalités. La plateforme e-TribCom du Tribunal de Commerce est une réussite technologique : elle permet la consultation en ligne du RCCM, le dépôt dématérialisé des états financiers et la demande d'extraits certifiés. Cette transparence facilite grandement les due diligences pour les investisseurs internationaux. La Côte d'Ivoire est l'un des rares pays où la consultation en ligne du RCCM est effective et fiable pour la région d'Abidjan.²³

Critiques et Défis :

Le principal défi est la fracture numérique territoriale. Si Abidjan est aux standards internationaux, les juridictions de l'intérieur (Bouaké, San Pedro, Korhogo) ne bénéficient pas du même niveau d'équipement ni de la même célérité. L'usager se retrouve face à deux vitesses

juridiques. De plus, malgré la digitalisation, des pratiques informelles subsistent par endroits. Les avocats relèvent parfois des délais de mise à jour du RCCM suite à des décisions judiciaires (modifications statutaires complexes, fusions) qui contrastent avec la rapidité de la création initiale.²⁴

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordinnées	Localisation
CEPICI (Guichet Unique)	cepici.gouv.ci	info@cepici.gouv.ci / +225 27 20 31 14 00	Abidjan, Cocody
Tribunal de Commerce	tribcomweb.tcabidjan.ci	infos@tribunalcommerceabidjan.ci	Abidjan, 2 Plateaux

8. Gabon **GA**

Cadre Institutionnel et Pratique :

Au Gabon, l'Agence Nationale de Promotion des Investissements (ANPI-Gabon) pilote le Guichet de l'Investissement. Le pays a entrepris une vaste réforme pour centraliser les démarches, incluant la CNSS, les impôts et le Greffe commercial au sein de l'ANPI. Le Gabon a également bénéficié de l'appui technique de l'OHADA pour la sécurisation de son fichier national.⁶

Avantages et Réussites :

L'ANPI-Gabon a mis en place une "Fiche Circuit" qui permet à l'investisseur de suivre étape par étape la validation de son dossier. Cette traçabilité est un gage de sérieux. La numérisation progressive permet de réduire les interactions physiques propices à la corruption. La délivrance du numéro RCCM est désormais systématiquement couplée à l'immatriculation fiscale et sociale.²⁶

Critiques et Défis :

Le coût de création d'entreprise au Gabon reste l'un des plus élevés de la zone CEMAC, constituant une barrière à l'entrée pour les entrepreneurs locaux. Par ailleurs, des rapports d'évaluation (notamment du GABAC) soulignent des insuffisances dans l'identification des bénéficiaires effectifs (le registre des ayants droit économiques). L'accès aux antécédents judiciaires (casiers judiciaires) des promoteurs étrangers est difficile, ce qui fragilise la fonction de filtre de probité du RCCM.²⁷ Enfin, l'interconnexion avec les provinces pétrolières et minières (Port-Gentil, Franceville) reste perfectible.

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordinnées	Localisation
ANPI-Gabon	anpi-gabon.ga	contact@anpi-gabon.ga / +241 01 76 48 48	Libreville, Imm. Serena Mall

9. Guinée (Conakry)

Cadre Institutionnel et Pratique :

La Guinée a confié la gestion des formalités à l'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP-Guinée). Le système repose sur la plateforme SyNERGUI, qui vise à dématérialiser l'ensemble du processus. Bien que la Guinée ait rejoint l'OHADA plus tardivement (en 2000), elle a rapidement adopté les standards du RCCM.²⁸

Avantages et Réussites :

La plateforme SyNERGUI offre une fonctionnalité intéressante : la publication en ligne des avis de constitution et des annonces légales. Cela assure une publicité immédiate vis-à-vis des tiers, renforçant la sécurité juridique.²⁹ L'APIP affiche un objectif de traitement en 72 heures, généralement respecté pour les dossiers simples déposés à Conakry.³⁰

Critiques et Défis :

La centralisation excessive à Conakry est le talon d'Achille du système. Pour un entrepreneur de N'Zérékoré ou Kankan, les démarches sont coûteuses et complexes en raison de la distance. Le coût total de création (environ 550 000 GNF pour une SA) est jugé élevé par les petites entreprises locales.³¹ De plus, la stabilité de la plateforme informatique est parfois mise à mal par les coupures d'électricité et d'internet, obligeant à des retours au traitement papier.

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordinnées	Localisation
APIP-Guinée	apip.gov.gn	info@apip.gov.gn / +224 613 00 35 30	Conakry, Boulbinet

10. Guinée-Bissau

Cadre Institutionnel et Pratique :

Seul pays lusophone de l'OHADA, la Guinée-Bissau présente des défis spécifiques. Le Centre de Formalités des Entreprises (CFE) gère le processus à Bissau. L'intégration juridique est compliquée par la barrière linguistique, bien que les Actes Uniformes soient traduits en portugais.³²

Avantages et Réussites :

La création du CFE a permis de sortir d'un système purement judiciaire éclaté. L'existence d'un point de contact unique à Bissau facilite les premières démarches pour les investisseurs étrangers.

Critiques et Défis :

Le pays accuse un retard significatif dans le déploiement des solutions informatiques OHADA. Le RCCM est encore majoritairement un registre papier, vulnérable à la destruction ou à la perte. La formation des greffiers et des agents du CFE aux subtilités du droit OHADA reste un chantier permanent. L'instabilité politique chronique a également freiné les investissements nécessaires à la modernisation du greffe. L'accès à l'information juridique pour les tiers est très limité.³³

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordonnées	Localisation
CFE Bissau	cfe.gw	info@cfe.gw / +245 956 974 437	Bissau, Av. Amílcar Cabral

11. Guinée Équatoriale

Cadre Institutionnel et Pratique :

En Guinée Équatoriale, le système repose sur la "Ventanilla Única Empresarial" (VUE), conçue pour simplifier les procédures administratives. C'est le seul pays hispanophone de la zone.³⁴

Avantages et Réussites :

Le regroupement théorique des services (Notaire, Registre Mercantil, Fisc, Trésor Public) au sein de la VUE à Malabo est une avancée conceptuelle majeure par rapport à l'ancien système dispersé.

Critiques et Défis :

La Guinée Équatoriale présente l'un des climats des affaires les plus difficiles de la zone. Les coûts de création d'entreprise sont prohibitifs, souvent parmi les plus élevés au monde. L'opacité administrative est forte : il est très difficile pour un tiers de consulter le RCCM pour vérifier l'existence d'une société ou ses statuts. Les exigences en matière de capital social minimum et les autorisations préalables pour les investisseurs étrangers contreviennent parfois à l'esprit de liberté d'entreprise prôné par l'OHADA. Le registre des sûretés est peu opérationnel, limitant l'accès au crédit bancaire pour les PME locales.³⁵

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordonnées	Localisation
Ventanilla Única	empresasguinea.com	info@empresasguinea.com / +240 222 277 846	Malabo

12. Mali

Cadre Institutionnel et Pratique :

L'Agence pour la Promotion des Investissements (API-Mali) est l'organe central de gestion du guichet unique. Le Mali a été un pays pilote pour le déploiement du logiciel RCCM-OHADA, bénéficiant tôt d'équipements informatiques.⁴

Avantages et Réussites :

À Bamako, le Guichet Unique est fonctionnel et permet de réaliser les formalités en un temps raisonnable (souvent 72h). L'API-Mali dispose d'un système d'information qui permet une certaine traçabilité des dossiers. Le regroupement des services facilite la tâche des créateurs d'entreprise.³⁶

Critiques et Défis :

La situation sécuritaire dramatique dans le nord et le centre du pays a créé un désert juridique. Dans ces zones, les greffes ne fonctionnent plus ou très mal, rendant l'immatriculation au RCCM impossible pour les opérateurs locaux. De plus, les mouvements sociaux récurrentes dans l'administration judiciaire et financière à Bamako impactent régulièrement le flux des créations d'entreprises. La corruption et les frais annexes restent des problèmes signalés par les usagers.

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordonnées	Localisation
API-Mali	apimali.gov.ml	contact@apimali.gov.ml / +223 20 22 95 25	Bamako, Quartier du Fleuve

13. Niger

Cadre Institutionnel et Pratique :

La Maison de l'Entreprise du Niger assure le rôle de Guichet Unique. Elle centralise les services du Greffe, des impôts et de la CNSS.

Avantages et Réussites :

L'unicité de lieu à Niamey est un acquis important. La structure offre un accompagnement aux entrepreneurs pour le remplissage des formulaires, réduisant le taux de rejet des dossiers.

Critiques et Défis :

Le niveau de digitalisation reste faible. La procédure nécessite encore de nombreux déplacements physiques et la manipulation de dossiers papiers. L'économie nigérienne reste très largement informelle. Malgré l'introduction du statut de l'Entreprenant prévu par l'OHADA pour attirer le secteur informel vers le RCCM, les résultats restent mitigés en raison de la crainte fiscale des petits opérateurs.³⁷

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordonnées	Localisation
Maison de l'Entreprise	mde.ne	info@mde.ne / +227 20 73 22 10	Niamey, Place de la Concertation

14. République Démocratique du Congo (RDC)

Cadre Institutionnel et Pratique :

La RDC, géant de l'OHADA par sa population, a mis en place le Guichet Unique de Création d'Entreprise (GUCE) pour rationaliser un système auparavant bureaucratique à l'extrême. Le GUCE regroupe la DGRAD, la DGI, le Greffe, l'ONEM et la CNSS.³⁸

Avantages et Réussites :

La réforme a permis de réduire drastiquement le nombre de procédures et le coût officiel de création. L'informatisation progressive du RCCM à Kinshasa et Lubumbashi permet de commencer à constituer une base de données nationale, essentielle pour un pays de cette taille.

Critiques et Défis :

La RDC présente les défis les plus critiques. Le système est structurellement instable en raison de la précarité du statut des agents. Les mouvements sociaux des greffes, réclamant des arriérés de salaires ou l'amélioration de leurs statuts, paralySENT régulièrement le GUCE pendant des semaines, voire des mois, bloquant toute activité économique formelle.³⁹ Les usagers dénoncent une corruption endémique : bien que les frais soient affichés, des paiements informels sont souvent exigés pour que le dossier ne "se perde pas". De plus, le déploiement du GUCE en provinces est lent, créant une disparité énorme entre Kinshasa/Lubumbashi/Goma et le reste du territoire.⁴¹

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordonnées	Localisation
GUCE RDC	guichetunique.cd	guce@guichetunique.cd / +243 822 284 008	Kinshasa, Gombe

15. Sénégal

Cadre Institutionnel et Pratique :

Le Sénégal est l'un des leaders de la zone. L'Agence de Promotion des Investissements et des Grands Travaux (APIX) gère le Bureau d'Appui à la Création d'Entreprise (BCE). Le pays a mis en place Seninfogreff, une plateforme numérique avancée interconnectée avec le système douanier GAINDE.⁴²

Avantages et Réussites :

Le Sénégal permet la création d'entreprise en 24h, un standard réel et respecté. La plateforme Seninfogreff permet de consulter la disponibilité des noms commerciaux et d'accéder aux informations légales en ligne. Le pays a adopté des textes législatifs spécifiques pour donner une pleine valeur juridique aux procédures numériques (e-RCCM), sécurisant ainsi l'environnement digital.⁴³

Critiques et Défis :

Malgré ces avancées, la gestion des sûretés mobilières reste un point d'amélioration. Les banques signalent encore des délais pour l'inscription des gages et des difficultés pour obtenir des états des sûretés certifiés en temps réel, ce qui est crucial pour le financement bancaire.⁴⁴

-Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordonnées	Localisation
APIX (Guichet Unique)	investinsenegal.sn	recrutement@apix.sn / +221 33 849 05 55	Dakar, Rue Mohamed V
Seninfogreff	seninfogreff.sn	N/A	Plateforme en ligne

16. Tchad

Cadre Institutionnel et Pratique :

L'Agence Nationale des Investissements et des Exportations (ANIE) joue le rôle de guichet unique. Le Tchad a reçu des équipements informatiques de l'OHADA pour moderniser son RCCM.⁴⁵

Avantages et Réussites :

L'ANIE offre un point d'entrée unique qui simplifie les démarches administratives pour les investisseurs étrangers, leur évitant la dispersion entre les services ministériels.⁴⁶

Critiques et Défis :

Le climat des affaires au Tchad reste difficile. Les coûts de création sont élevés et les procédures, bien que centralisées, souffrent de lourdeurs bureaucratiques. L'informatisation n'est pas encore pleinement opérationnelle sur l'ensemble du territoire, et le registre reste vulnérable. L'exécution des contrats et des décisions de justice est perçue comme un point faible majeur par les investisseurs, réduisant la portée de la protection offerte par le RCCM.⁴⁷

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordonnées	Localisation
ANIE Tchad	anie.td	contact@anie.td	N'Djamena

17. Togo

Cadre Institutionnel et Pratique :

Le Togo s'est hissé au rang de modèle régional. Le Centre de Formalités des Entreprises (CFE) a totalement dématérialisé le processus.

Avantages et Réussites :

Le Togo détient le record de rapidité avec un délai moyen de création d'entreprise de 5 heures.⁴⁸ Le gouvernement a supprimé les droits d'enregistrement et les frais de timbres pour la création, rendant la formalité quasi-gratuite (hors frais de dossier minimes). La procédure est intégralement faisable en ligne, sans aucun déplacement physique.⁴⁹

Critiques et Défis :

Le défi principal est désormais la maintenance et la pérennité de ce système performant, ainsi que son extension aux procédures post-création (modifications, radiations) avec la même efficacité.

Données de Contact et Points d'Accès :

Entité Responsable	Site Web Officiel	Coordonnées	Localisation
CFE Togo	cfetogo.tg	cfe@cfetogo.tg / +228 22 20 63 60	Lomé, CCIT

Sources des citations

1. Présentation générale de l'OHADA, <https://www.ohada.com/l-ohada/presentation-de-l-ohada.html>
2. article - le contentieux de l'immatriculation du commerçant au registre du commerce et du crédit mobilier en droit ohada - Université de Sherbrooke, https://www.usherbrooke.ca/droit/fileadmin/sites/droit/documents/RDUS/volume_46/Kamnang-Komguep.pdf
3. OHADA – Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, <https://www.ohada.org/>
4. Informatisation du RCCM – Page 2 - ohada.org, <https://www.ohada.org/informatisation-du-rccm/2/>
5. Le digital et les sociétés commerciales de l'OHADA - CAIRN - Droit et Administration, <https://droit.cairn.info/revue-revue-de-lersuma-2025-1-page-131?lang=fr>
6. Digitalisation du RCCM : Les greffiers au contact de la solution logicielle - OHADA.com, <https://www.ohada.com/actualite/4504/digitalisation-du-rccm-les-greffiers-au-contact-de-la-solution-logicielle.html>
7. MonEntreprise.bj, <https://monentreprise.bj/>
8. Comment se formaliser ? – adpme Bénin, <https://epme.adpme.bj/creer-et-formaliser/comment-se-formaliser/>
9. Actualité juridique, économique et politique sur le droit OHADA, <https://www.ohada.com/actualite.html?tag=rccm>
10. BIENVENUE SUR LA PLATEFORME DU FICHIER NATIONAL DU REGISTRE DE COMMERCE ET DU CREDIT MOBILIER, <https://fichiernationalrccm.bf/>
11. Maison de l'Entreprise du Burkina Faso 32 Avenue de Lyon 01 Voir les détails, <https://businessprocedures.bf/Contacts/1?l=fr>
12. CFCE - APME, <https://apme.cm/cfce-2/>
13. Créez votre boîte au Cameroun en 72h : Le nouveau guide officiel du CFCE - Econuma, <https://econuma.com/go-digital/creez-votre-boite-au-cameroun-en-72h-le-nouveau-guide-cfce-officiel-1745752441>
14. Grande rentrée des avocats 2024 - Discours officiel de Julie Couturier - YouTube, https://www.youtube.com/watch?v=v9_92mK6wXI

15. Discours du Bâtonnier et du Vice-Bâtonnier – Rentrée solennelle 2025 - YouTube, <https://www.youtube.com/watch?v=mEjBAKAaQcs>
16. « SUCCURSALES ET REPRESENTATIONS» - GUFE, https://guferca.org/wp-content/uploads/2022/07/FICHE_succursales_representations.pdf
17. Mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme - République Centrafricaine - FATF, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Central-African-Republic-French-MER.pdf.coredownload.inline.pdf>
18. République Centrafricaine Date de l'évaluation Du 22-31 juillet 2010 Projet de Rapport BANQUE MONDIALE - GABAC, <https://gabac.org/wp-content/uploads/2022/03/4-Rapport-evaluation-mutuelle-RCA.pdf>
19. Comores: Accueil - Agence Nationale pour la Promotion des Investissements, <https://www.investcomoros.net/>
20. ACPCE - Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat, https://www.entreprises.gouv.cg/ova_sev/acpce/
21. ACPCE - Agence Congolaise pour la Création des Entreprises, <https://acpce.cg/>
22. Certificat d'immatriculation unique d'entreprise - Service Public de Côte d'Ivoire :: servicepublic.gouv.ci, <https://servicepublic.gouv.ci/accueil/detaildemarcheparticulier/2/455/100>
23. e-TribCom || Plateforme de gestion électronique du TRIBUNAL DE COMMERCE, <https://etribcomweb.tcabidjan.ci/>
24. Barreau de Côte d'Ivoire: Accueil, <https://web.ordredesavocats.ci/>
25. Côte d'Ivoire (AUPSRVE) - Institut-idef.org, <https://www.institut-idef.org/ohada/la-jurisprudence-ohada/jrp-c%C3%B4te-divoire/c%C3%B4te-divoire-aupsrve>
26. ANPI-GABON - Agence Nationale de Promotion des Investissements du Gabon, <https://www.sda.agasa.tech/assets/images/accordement/alimentaire/New%20Fiche.pdf>
27. Mesures de lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme République Gabonaise - FATF, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/GABAC-MER-Gabon-2023-Fre.pdf.coredownload.pdf>
28. APIP Guinée – Votre partenaire pour investir en Guinée, <https://apipl.gov.gn/>
29. PUBLICATIONS LEGALES - APIP Guinée, <http://synergui.apipguinee.com/visualiser-annonce-legale/139>
30. GUICHET UNIQUE DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE - APIP Guinée, <https://apipl.gov.gn/guichet-unique-de-la-creation-dentreprise/>
31. FICHE DE CREATION D'UN GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE (GIE) PIECES A FOURNIR : • Demande d'Immatriculation au RCCM (for - APIP Guinée, <https://apipl.gov.gn/wp-content/uploads/2025/03/SA.pdf.pdf>
32. Contacto | CFE, <https://cfe.gw/contacto/>
33. Déploiement du RCCM informatisé : après le Mali et le Burkina Faso, la Guinée Bissau reçoit la solution logicielle et des équipements informatiques - OHADA.com, <https://www.ohada.com/actualite/3754/deploiement-du-rccm-informatise-apres-le-mali-et-le-burkina-faso-la-guinee-bissau-recoit-la-solution-logicielle-et-des-equipements-informatiques.html>
34. Ventanilla única empresarial GE - YouTube, <https://www.youtube.com/watch?v=Fgonqlld2qOs>
35. Novembre 2024 - FATF, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Equatorial-Guinea-French-MER.pdf.coredownload.inline.pdf>
36. Comment créer une entreprise au Mali? - Mali Index, <https://maliindex.com/comment-creer-une-entreprise-au-mali/>
37. Centre de formalités des entreprises - eRegulations Niger, <https://niger.eregulations.org/procedure/print/22/53/step/320?showRecourses=true&showCertification=false&l=fr>
38. Guichet Unique de Crédit d'Entreprise (GUCE) (Business registration single window) Intervention Factsheet - WordPress.com, https://ahobs1979.files.wordpress.com/2022/01/ritm7105955_fcdo-essor-programme_guce-factsheet_v0pdf
39. Grève des greffiers en Ituri : la justice au point mort face aux revendications salariales, <https://www.congoquotidien.com/2025/05/13/greve-greffiers-cour-appel-ituri-conditions-travail/>
40. Impayés depuis 10 ans, 70 greffiers du ressort de la Cour d'Appel de l'Ituri en grève, <https://www.radiookapi.net/2025/05/13/actualite/societe/impayes-depuis-10-ans-70-greffiers-du-ressort-de-la-cour-dappel-de>
41. Lenteur administrative au Guichet Unique de Crédit d'Entreprise (GUCE) | Radio Okapi, <https://www.radiookapi.net/2023/06/29/emissions/echos-deconomie/lenteur-administrative-au-guichet-unique-de-creation>

42. GUIDE DU CRÉATEUR D'ENTREPRISE,
<https://senegal.mid.ru/upload/iblock/a06/a06890f320d26cb237248c53e11e02c0.pdf>
43. Les fondements législatifs de la procédure de numérisation judiciaire au Sénégal - Recherches sur les Institutions constitutionnelles, les Administrations publiques et la Légistique en Afrique - ceracle.com, <https://ceracle.com/les-fondements-legislatifs-de-la-procedure-de-numerisation-judiciaire-au-senegal/>
44. Guide pour la Modernisation du RCCM et des Fichiers dans l'Espace OHADA - SEN'INFOGREFFE, <https://seninfogreffe.sn/Download/e.pdf>
45. OHADA / Tchad / Déploiement du RCCM informatisé au Tchad, <https://www.ohada.com/actualite/5369/ohada-tchad-implantacao-do-rccm-informatizado-no-tchad.html?langue=fr>
46. Investir au Tchad - Ministère des affaires étrangères, <https://diplomatie.gouv.td/investir-au-tchad/>
47. 2025 : RAPPORT SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES AU TCHAD Résumé Exécutif - U.S. Embassy in Chad, <https://td.usembassy.gov/wp-content/uploads/sites/14/2025/11/2025-Rapport-sur-le-Climat-des-Affaires-au-Tchad.pdf>
48. Cellule Climat des Affaires - Togo First, https://www.togofirst.com/files/9/TG-FR/36/CREATION%20D'ENTREPRISE_200420.pdf
49. Centre de Formalités des Entreprises (CFE), <https://www.cfetogo.tg/>